



## L'emploi salarié reste morose

**A**u troisième trimestre 2018, l'emploi salarié total fléchit en Centre-Val de Loire sous l'effet d'une baisse de l'emploi intérimaire. Le taux de chômage augmente et le nombre de demandeurs d'emploi croit. Parallèlement, les autorisations de construction et les mises en chantier poursuivent leur repli. La hausse des créations d'entreprises ralentit et les défaillances augmentent légèrement. La fréquentation hôtelière reste stable et les échanges commerciaux se réduisent.

Caroline Chalot

Rédaction achevée le 9 janvier 2019

Cette publication de l'Insee Conjoncture Centre-Val de Loire met pour la quatrième fois à disposition les estimations trimestrielles d'emploi élargies à l'ensemble de l'emploi salarié privé et public (voir encadré "avertissement sur les données de l'emploi").

### Nouveau repli de l'emploi salarié total

Après un trimestre de stabilisation, l'emploi salarié total (*avertissement*) recule de nouveau en Centre-Val de Loire au troisième trimestre 2018 (-0,2%). Le nombre de salariés s'établit ainsi à 909 700 dans la région. Au niveau de la France hors Mayotte, les effectifs stagnent pour le deuxième trimestre consécutif.

Ce trimestre, l'emploi privé et public dans la région sont tous les deux concernés par la baisse. L'emploi public, qui fléchissait déjà légèrement au deuxième trimestre 2018, est le plus touché avec un recul de 0,3%.

L'emploi privé, qui stabilisait ses effectifs le trimestre dernier, enregistre une perte de 0,2% (*figure 1*).

La baisse de l'emploi salarié s'explique principalement par des effectifs en recul dans l'emploi intérimaire (-2,3%), et dans de moindres proportions dans le secteur de l'industrie (-0,2%).

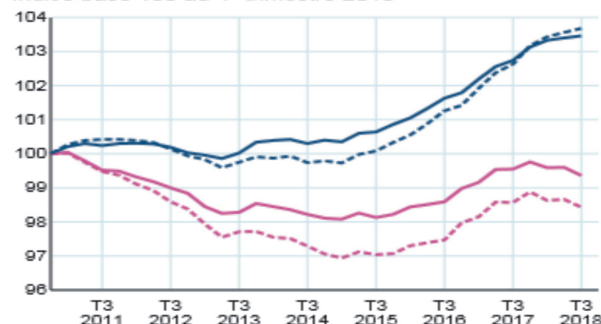
Les autres secteurs stabilisent leurs emplois (*figure 2*).

Sur un an, l'évolution de l'emploi salarié total dans la région devient négative (-0,2%), tandis qu'elle reste en progression au niveau national (+0,7%).

### 1 Évolution de l'emploi salarié

— emploi salarié total - Centre-Val de Loire  
— emploi salarié total - France hors Mayotte  
- - emploi salarié privé - Centre-Val de Loire  
- - emploi salarié privé - France hors Mayotte

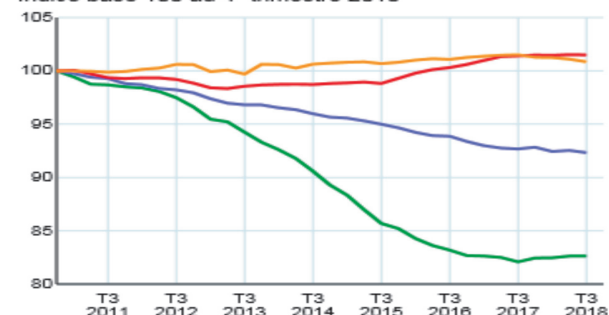
Indice base 100 au 4<sup>e</sup> trimestre 2010



### 2 Évolution de l'emploi salarié par secteur en Centre-Val de Loire

— Construction  
— Industrie  
— Tertiaire marchand hors intérim  
— Tertiaire non marchand

Indice base 100 au 4<sup>e</sup> trimestre 2010



Note : données trimestrielles, données provisoires pour le dernier trimestre  
Champ : emploi salarié du secteur privé et public.

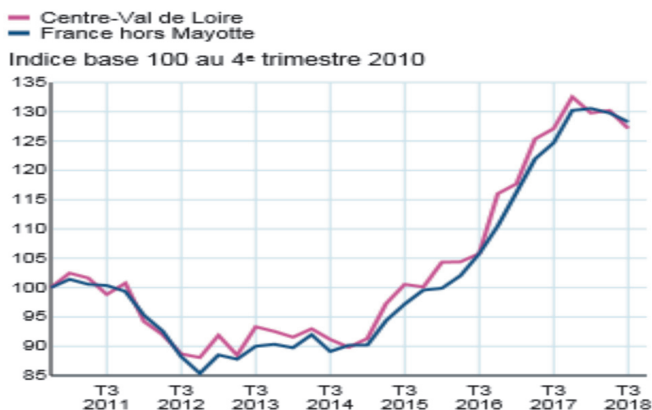
Source : Insee, Estimations d'emploi ; Estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee

## L'intérim accuse une nouvelle baisse

La hausse du trimestre dernier laisse place à une baisse marquée de l'emploi intérimaire en Centre-Val de Loire au troisième trimestre 2018 (- 2,3 %). Au niveau de la France hors Mayotte, l'emploi dans ce secteur continue son repli pour le deuxième trimestre consécutif (- 1,2 %) (figure 3).

Sur les douze derniers mois, il se stabilise dans la région tandis qu'il reste en progression au niveau national (+ 2,9 %).

### 3 Évolution de l'emploi intérimaire



Note : données trimestrielles, données provisoires pour le dernier trimestre.  
Champ : emploi en fin de trimestre ; données corrigées des variations saisonnières.  
Source : Insee, Estimations d'emploi ; Estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee

## Un gain d'emplois dans le seul département de l'Eure-et-Loir

Tous les départements de la région sont concernés par la baisse de l'emploi ce trimestre, excepté l'Eure-et-Loir qui compte quelques effectifs supplémentaires issus de l'intérim et du secteur du tertiaire.

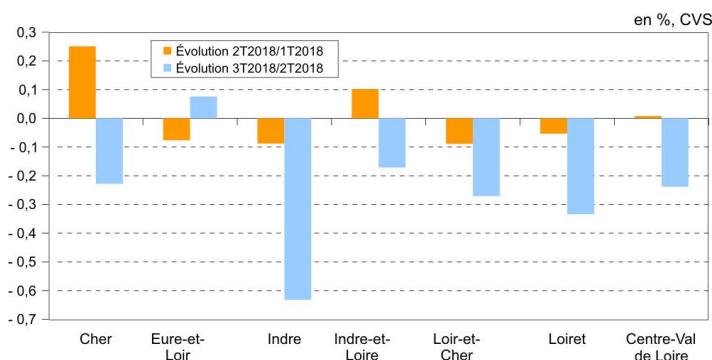
Avec un recul de l'emploi de 0,6 %, l'Indre est le département le plus touché, accusant des pertes dans tous les secteurs.

De leur côté, le Loir-et-Cher et le Loiret enregistrent une baisse supérieure à celle de la région (- 0,3 %), malgré quelques emplois créés dans la construction pour le premier et dans le tertiaire marchand pour le second.

La décroissance de l'emploi dans le Cher et l'Indre-et-Loire est équivalente à la moyenne régionale (- 0,2 %). Tous les secteurs sont touchés dans le Cher, excepté celui de l'industrie. Dans l'Indre-et-Loire, la contraction des emplois émane des pertes du secteur tertiaire, que des gains dans l'industrie et la construction ne parviennent pas à compenser (figure 4).

Sur l'année, seul le département de l'Indre-et-Loire connaît une croissance de ses emplois salariés (+ 0,3 %). Le Cher et l'Eure-et-Loir les stabilisent. Les trois autres départements accusent des pertes allant de - 0,8 % à - 0,4 %.

### 4 Évolution de l'emploi salarié total



Note : Corrigées des variations saisonnières.  
Champ : emploi salarié total.  
Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee

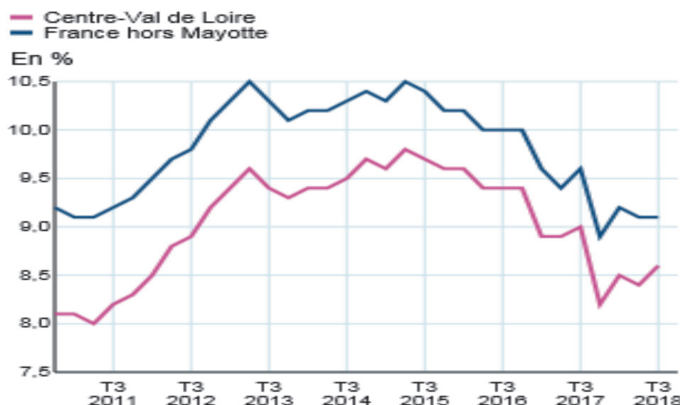
## Légère hausse du taux de chômage

À la fin du troisième trimestre 2018, le taux de chômage régional se maintient sous la barre des 9 %, même s'il s'établit à 8,6 %, soit 0,2 point de plus que fin juin 2018. Au niveau national, il se stabilise à 9,1 %, et reste plus élevé que dans la région (figure 5). Parmi les départements du Centre-Val de Loire, le Loiret subit la hausse la plus forte (+ 0,3 point), tandis que l'Indre et l'Indre-et-Loire enregistrent une hausse équivalente à celle de la région (0,2 point). Le Cher, l'Eure-et-Loir et le Loir-et-Cher stabilisent leur taux (figure 6).

Les taux de chômage du Loir-et-Cher et de l'Indre-et-Loire restent inférieurs à celui de la région (respectivement 7,8 % et 8,3 %).

Sur les douze derniers mois, la tendance reste à la baisse, avec une diminution du taux de chômage légèrement plus marquée en France hors Mayotte qu'en Centre-Val de Loire (respectivement - 0,5 point et - 0,4 point). Au niveau des départements de la région, la baisse est comprise entre 0,2 et 0,6 point.

### 5 Évolution du taux de chômage



Note : données trimestrielles, données provisoires pour le dernier trimestre.  
Source : Insee, Taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisés

### 6 Taux de chômage départementaux

	3 <sup>e</sup> trimestre 2018 (%)	Variation (point)	
		sur un trimestre	sur un an
Cher	9,4	0,0	- 0,6
Eure-et-Loir	8,6	0,1	- 0,5
Indre	8,9	0,2	- 0,2
Indre-et-Loire	8,3	0,2	- 0,4
Loir-et-Cher	7,8	0,1	- 0,3
Loiret	8,8	0,3	- 0,2
<b>Centre-Val de Loire</b>	<b>8,6</b>	<b>0,2</b>	<b>- 0,4</b>
<b>France hors Mayotte</b>	<b>9,1</b>	<b>0,0</b>	<b>- 0,5</b>

Note : données trimestrielles, données provisoires pour le dernier trimestre.  
Source : Insee, Taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisés

### Avertissement sur les données de l'emploi :

Auparavant, les estimations trimestrielles d'emploi (ETE) publiées au niveau localisé (région et département) portaient seulement sur les salariés du secteur marchand - hors agriculture et activité des particuliers employeurs - en France métropolitaine. Depuis la publication de juin 2018, le champ des ETE localisé est étendu à l'ensemble de l'emploi salarié et aux départements d'outre-mer (hors Mayotte). Par rapport à la situation antérieure, sont donc ajoutés les salariés de la fonction publique, de l'agriculture et de l'ensemble des particuliers employeurs. De plus, une distinction des emplois « privé » et « public », établie à partir de la catégorie juridique des employeurs, est disponible au niveau régional. Les niveaux de l'emploi « privé » publiés par les Urssaf et par l'Insee diffèrent du fait d'écarts de champ et de concept, et de légères différences peuvent exister sur les taux d'évolution (effets de composition liés aux écarts de niveaux).

Parallèlement, l'introduction de la déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut entraîner des révisions accrues sur les données, en particulier durant la phase de montée en charge de la DSN.

## Nouvelle hausse du nombre de demandeurs d'emploi

Au troisième trimestre 2018, en Centre-Val de Loire, 221 000 demandeurs d'emploi de catégorie A, B et C sont inscrits à Pôle emploi. Ainsi, après trois trimestres consécutifs de stabilisation, leur nombre augmente de nouveau ce trimestre (+ 0,9 %).

Au niveau de la France entière, les effectifs, qui étaient repartis à la hausse au trimestre dernier, continuent de croître (+ 0,4 %) (figure 7). En augmentation au deuxième trimestre 2018, le nombre d'entrées sur les listes de Pôle emploi baisse de nouveau dans la région ce trimestre (- 1,7 %). Il reste toutefois supérieur à celui des sorties, qui recule également (- 2,4 %). Ce trimestre, les demandeurs d'emploi de moins de 25 ans sont les plus touchés par la hausse (+ 1,4 %), devant ceux âgés de 50 ans et plus (+ 1,1 %). Parallèlement, la situation des chômeurs inscrits depuis plus d'un an continue de se dégrader (+ 0,9 %).

### 7 Demandeurs d'emploi (A,B,C) inscrits à Pôle emploi

	3 <sup>e</sup> trimestre 2018 (CVS)	Variation (%)	
		sur un trimestre	sur un an
<b>Centre-Val de Loire</b>	<b>221 020</b>	<b>0,9</b>	<b>0,5</b>
Moins de 25 ans	32 420	1,4	- 0,8
50 ans et plus	55 690	1,1	2,8
Inscrits depuis plus d'un an	105 840	0,9	3,1
<b>France (en milliers)</b>	<b>5 964</b>	<b>0,4</b>	<b>0,7</b>

Note : données corrigées des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables ; Calcul des CVS-CJO : Dares. Chaque année est menée, en même temps qu'au niveau national, une campagne d'actualisation des coefficients de correction des variations saisonnières (CVS), pour tenir compte des données de l'année écoulée. Cette campagne conduit à réviser l'ensemble des séries CVS diffusées. À l'occasion de la campagne d'actualisation de février 2017, les méthodes d'estimation des coefficients CVS des statistiques nationales, régionales et départementales de demandeurs d'emploi ont été harmonisées. Les séries régionales et départementales publiées sont maintenant corrigées des effets des jours ouvrables (CJO), et la cohérence comptable entre niveaux géographiques des statistiques CVS-CJO est désormais systématiquement assurée.

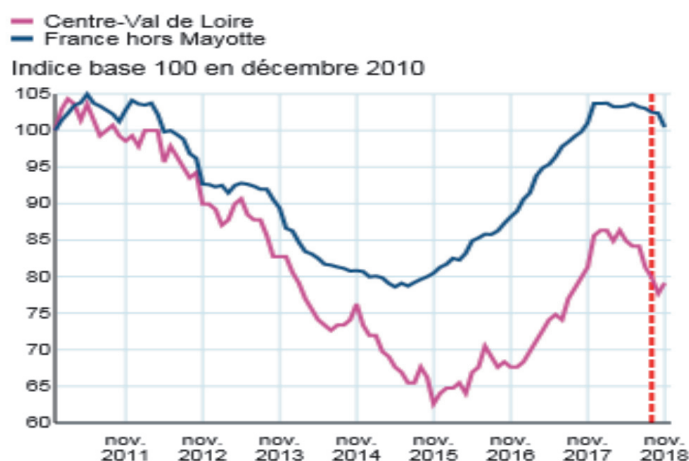
Sources : Pôle emploi ; Dares, statistiques mensuelles du marché du travail

## La construction de logements accentue son repli

En baisse depuis le troisième trimestre 2017, les autorisations de construction de logements, mesurées en données cumulées sur douze mois, accélèrent leur recul au troisième trimestre 2018, en Centre-Val de Loire (- 5,5 %).

En France hors Mayotte, la baisse entamée au premier trimestre 2018 s'accroît aussi, mais reste inférieure (- 2,5 %). Par rapport au troisième trimestre 2017, les autorisations de construction sont en nette diminution dans la région (- 13,7 %), et toujours dans des proportions moindres au niveau national (- 5,2 %). Le repli du nombre de logements commencés constaté depuis deux trimestres en Centre-Val de Loire, et au niveau de la France hors Mayotte, se confirme au troisième trimestre 2018 (respectivement - 5,1 % et - 1,1 %) (figure 8). Dans la région, la baisse est aussi bien imputable aux logements individuels que collectifs (respectivement - 4,0 % et - 8,7 %). Par rapport à la même période un an auparavant, l'évolution ralentie, mais reste positive tant au niveau régional que national (respectivement + 2,4 % et + 3,3 %).

### 8 Évolution du nombre de logements commencés



Note : données mensuelles brutes, en date réelle. Chaque point représente le cumul des douze derniers mois.

Source : SDES, Sit@del2

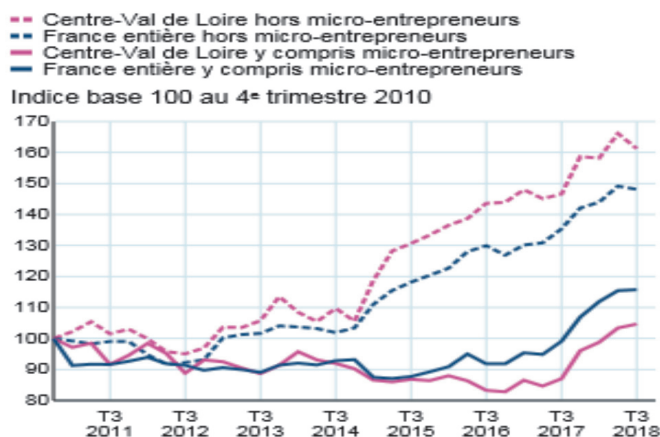
## Progression ralentie des créations d'entreprises

Dans la continuité des quatre trimestres précédents, le nombre de créations d'entreprises, y compris micro-entrepreneurs, continue de progresser ce trimestre en Centre-Val de Loire, mais dans des proportions moindres qu'au deuxième trimestre 2018. Le nombre d'unités créées s'établit ainsi à 4 400, soit une augmentation de 1,2 %, supérieure à celle observée au niveau national (+ 0,3 %) (figure 9).

Ce trimestre, seul le secteur des services comptabilise davantage de créations d'entreprises (+ 3,9 %). Le secteur du commerce, transport, hébergement et restauration, dynamique ces quatre derniers trimestres, marque un arrêt.

Sur un an, la progression au niveau régional reste forte (+ 20,3 %), et devient supérieure au niveau national (+ 16,8 %).

### 9 Évolution de la création d'entreprises



Note : les créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs sont corrigées des jours ouvrables et corrigées des variations saisonnières (CJO-CVS). Les créations sous régime de micro-entrepreneur sont brutes. Données trimestrielles. L'actualisation des outils de gestion ne permet plus d'identifier précisément les créations par des micro-entrepreneurs

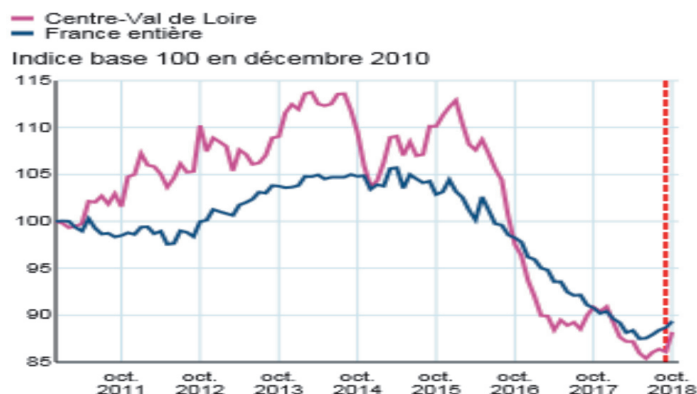
Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

## Stabilisation des défaillances

Après deux trimestres de baisse, les défaillances d'entreprises sont en légère hausse dans la région au troisième trimestre 2018. Ainsi, 1 810 défaillances d'entreprises sont enregistrées en données cumulées sur un an, soit une augmentation de 0,8 % par rapport au deuxième trimestre 2018. Au niveau national, après une baisse enclenchée au premier trimestre 2016, le nombre de défaillances croît de nouveau ce trimestre (+ 1,3 %) (figure 10). Tous les secteurs ne sont pas concernés par ce phénomène dans la région. La hausse concerne notamment ceux du soutien aux entreprises et de l'agriculture, sylviculture et pêche qui stabilisaient leur nombre de défaillances le trimestre dernier. Ainsi que l'hébergement et restauration, et l'enseignement, santé humaine, action sociale et services aux ménages qui comptabilisaient moins de défaillances au deuxième trimestre 2018. Par rapport à la même période un an auparavant, le nombre de défaillances continue de reculer en Centre-Val de Loire (- 4,3 %), et dans les proportions plus importantes qu'au niveau de la France entière (- 2,7 %).

### 10 Évolution des défaillances d'entreprises



Note : données mensuelles brutes au 20 décembre 2018, en date de jugement. Chaque point représente la moyenne des douze derniers mois.

Source : Banque de France, Fiben

## La fréquentation hôtelière marque un arrêt

Au troisième trimestre 2018, après cinq trimestres d'embellie, la fréquentation hôtelière en Centre-Val de Loire reste stable au regard de la même période l'année précédente. Le nombre de nuitées comptabilisées au niveau de la France entière est toujours en progression (+ 2,2 %) (figure 11).

Le manque de dynamisme au niveau régional est imputable à une baisse de la fréquentation de la clientèle résidant en France (- 1,6 %), que la progression de la clientèle venant de l'étranger vient tout juste compenser (+ 3,6 %).

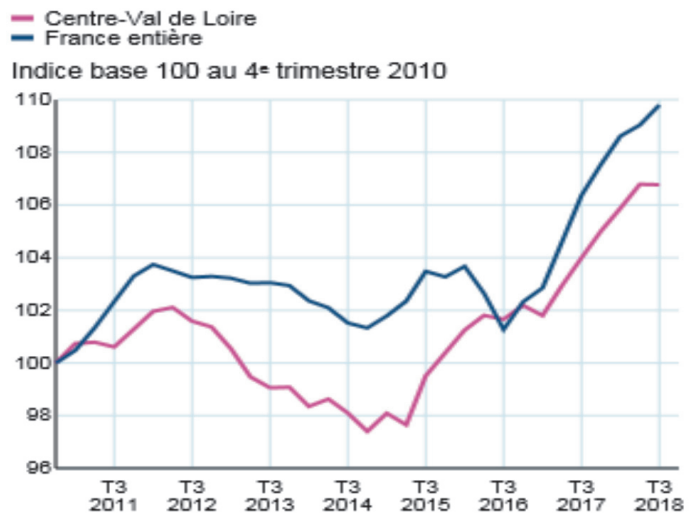
La part de la clientèle d'affaires représente un peu plus d'un tiers des nuitées ce trimestre, part légèrement inférieure à celle observée au même trimestre de l'année précédente.

## Des échanges commerciaux en baisse

Après un trimestre particulièrement dynamique, les échanges commerciaux se réduisent au troisième trimestre 2018, avec des exportations et importations en baisse (respectivement 4,6 et 4,4 milliards d'euros). Cependant, l'écart entre les exportations et les importations se creuse. Le solde commercial atteint ainsi les 229 millions, soit 76 millions d'euros de plus qu'au deuxième trimestre 2018.

Sur un an, les échanges commerciaux dans la région restent dynamiques, avec des exportations en hausse de 3,4 % et un solde commercial de 972 millions d'euros.

## 11 Évolution de la fréquentation dans les hôtels



Note : données trimestrielles brutes. Chaque point représente le cumul du nombre de nuitées des 4 derniers trimestres en base 100 au 4<sup>e</sup> trimestre 2010.

Sources : Insee, en partenariat avec les comités régionaux du tourisme (CRT) et la DGE

### Contexte national :

#### En France, le soutien apporté au pouvoir d'achat des ménages limiterait le ralentissement de l'activité

Au troisième trimestre 2018, l'activité a progressé de 0,3 % en France après deux trimestres de croissance plus modérée (+ 0,2 % par trimestre). La reprise de la consommation des ménages est principalement à l'origine de ce rebond.

Le contexte international, mais également le mouvement des gilets jaunes, pèserait sur la croissance française en fin d'année 2018. L'activité économique ne progresserait que de + 0,2 % au quatrième trimestre avant de se redresser au premier semestre 2019 (+ 0,4 % puis + 0,3 % par trimestre). Les gains de pouvoir d'achat des ménages prévus fin 2018 et début 2019 soutiendraient la consommation au premier semestre 2019.

En moyenne annuelle, l'acquis de croissance pour la France en 2019 serait de + 1,0 % à mi-année (après + 1,5 % prévu pour l'ensemble de l'année 2018). L'acquis de croissance du pouvoir d'achat (mesuré au niveau global) serait de + 2,0 % à la mi-2019 (après + 1,4 % sur l'ensemble de l'année 2018).

### Contexte international :

#### La croissance européenne s'essouffle un peu

Les climats des affaires sont globalement en baisse à l'automne 2018, suggérant un ralentissement économique, dans un contexte de tensions commerciales. L'activité des États-Unis résisterait un peu grâce à des dépenses publiques vigoureuses, mais ralentirait tout de même à l'horizon de la prévision (mi-2019). La Chine, comme d'autres pays émergents, présenterait des signes d'essoufflement. Les économies de la zone euro, soumises à des incertitudes persistantes (modalités du Brexit, situation budgétaire italienne, tensions sociales en France) ralentiraient même si les stimuli budgétaires programmés en 2019 soutiendraient la consommation des ménages.

Insee Centre-Val de Loire  
131, rue du faubourg Banner  
45034 Orléans Cedex 1  
Tél : 02 38 69 52 52

Directrice de l'Insee : Yvonne Pérot

Rédactrice en chef : Muriel Auzanneau

Relations médias : [medias-Centre@insee.fr](mailto:medias-Centre@insee.fr)

ISSN : 2262-5658  
© Insee 2019

## Pour en savoir plus

- L'emploi salarié reste atone, *note de conjoncture* n°22, novembre 2018

